D 706 BRESIL: LE PROJET JICA

Depuis plusieurs mois, la presse brésilienne fait largement état d'un vaste projet de colonisation agraire dans la région centre-sud du Brésil. Elaboré en 1979 par la J.I.C.A. ("Japan International Cooperation Agency"), il concerne une zone de 500.000 km², soit soixante millions d'hectares, située dans l'Ouest de l'Etat de Minas Gerais et le Sud de l'Etat de Goias. Le projet entend transformer cette région de savane en grenier céréalier du Brésil pour l'exportation. Le remembrement foncier en cours, au bénéfice de la "Compagnie de promotion agricole CAMPO", risque de se solder par l'exode massif de la grande majorité du million de paysans habitant cette région.

Jusqu'alors, on connaissait les graves conflits entre petits paysans sans titres de propriété ou Indiens et grandes sociétés d'investissement pastoral (cf. DIAL D 692 et 699). Avec le projet JICA, c'est une forme nouvelle de remembrement qui fait son apparition: des tractations parfaitement légales d'achat de terres. Mais le résultat est le même: la prolétarisation du monde paysan.

On lira ci-dessous le cri d'alarme lancé par les évêques d'Uberaba, dans l'Ouest du Minas Gerais.

— Note DIAL —

JICA: UN PROJET QUI IGNORE L'HOMME

Nous nous sommes réunis le 26 novembre dernier, à Uberlândia, pour réfléchir sur notre action pastorale. Nous avons, à cette occasion, constaté qu'il était nécessaire de dire un mot sur ce qui se passe chez nous avec la mise en oeuvre du projet des savanes. Nous sommes extrêmement préoccupés par l'aspect social de la question, précisément parce que nous avons de l'homme une vision évangélique et chrétienne.

C'est pourquoi nous avons décidé de publier cette lettre pastorale toute simple, mais parfaitement significative de notre souci pour nos frères dont nous sommes les pasteurs.

1- Voir

Ce n'est un secret pour personne qu'un projet de colonisation est en cours d'exécution dans notre Triangle minier (1). Le projet vise à la mise en valeur des savanes, jusqu'alors inoccupées, par des producteurs experts en production de céréales. Ceux-ci arrivent du Sud par dizaines et acquièrent des propriétés dans le Minas Gerais avec toutes facilités de crédit.

De nombreuses personnes ont déjà entendu parler ou lu quelque chose sur cette question, mais peu savent la vérité sur le "projet de dévelop-

(1) Partie occidentale de l'Etat de Minas Gerais comprise entre les fleuves Paranaíba et Grande(NdT).

pement de la savane" au Brésil.

Ce projet est une extension du "Programme de coopération nippon-brésilien pour le développement de la savane". Ce programme a été élaboré par la JICA (Japan International Cooperation Agency). La JICA coiffe un groupe de quarante-neuf actionnaires qui se sont associés au capital brésilien pour former la "Compagnie de promotion agricole CAMPO" et lancer le programme de coopération nippon-brésilien pour le développement de la savane.

Le président de CAMPO a, dans sa déposition devant la commission agricole de la chambre des députés, donné des éclaircissements sur le problème de l'utilisation de la main d'oeuvre dans le projet nippon-brésilien. D'après lui, un tiers du personnel embauché sera constitué d'habitants du Minas Gerais (ou du Goiás), un tiers d'immigrants d'ascendance italienne ou allemande du Sud du pays, et un tiers de japonais.

La zone qui a éveillé l'intérêt de sociétés étrangères est la savane de la partie centrale du pays. C'est une zone immense de soixante millions d'hectares, soit douze millions d'"alqueires" du Minas. Elle recouvre une partie de l'Etat de Minas Gerais et une partie de l'Etat de Goiás. Elle coupe pratiquement le centre du Brésil.

En plus du grand projet de mise en valeur des savanes, il y en a un autre de proportions plus modestes. C'est ce qu'on appelle le projet-pilote. C'est une expérience qui va servir de base pour l'exécution du reste du projet. Pour cela il y aura une zone expérimentale. Le projet-pilote prévoit l'utilisation d'un domaine de cinquante mille hectares. Les résultats de l'expérience de base donneront une idée des possibilités du projet définitif.

Le projet-pilote est mené à bien dans trois régions. La première a pour centre la ville d'Iraí et recouvre les communes de Nova Ponte et de Romaria. La deuxième a pour pôle la ville de Coromandel et recouvre les communes de Patrocínio, Guimarânia et Patos de Minas. La troisième a pour base la ville de Paracatu. Les régions choisies pour le projet-pilote sont donc localisées dans notre province ecclésiastique d'Uberaba.

Le projet-pilote est en cours d'exécution. Les terres de la région d'Iraí ont déjà été achetées aux anciens habitants et vendues avec des facilités de paiement à des travailleurs venus du Sud du pays. Le projet de développement de la savane prévoit de cultiver du soja, du maïs, du blé, du café et de planter de l'eucalyptus, et cela essentiellement en vue de l'exportation. Comme l'a déclaré le président de CAMPO, c'est "un grand choix pour le développement rapide d'une grande production d'aliments".

2- Juger

Face à ce projet dont la réalisation paraît malheureusement irréversible, nous demandons: qui finance l'infrastructure du projet? Les anciens habitants et propriétaires de la région ont-ils été consultés? Les habitants des lieux retenus par le projet vont-ils tirer quelque profit de tout cela? Pourquoi déplacer les anciens habitants pour donner la préférence à ceux qui viennent de loin? La production de riz et de haricot noir, la nourriture de base à la table de l'homme de l'intérieur, sera-t-elle accrue? Le projet est-il l'occasion pour le paysan de se sentir davantage homme? Y aura-t-il une baisse du prix des biens de première nécessité?

Pour le Père Martinho Lens, s.j., secrétaire de la ligne pastorale n° 6 (action sociale) de la Conférence nationale des évêques du Brésil, de nombreuses critiques peuvent être adressées au projet: "La principale critique à faire au projet, à notre avis, c'est le manque de perspective globale (c'est-à-dire l'absence de considération des conséquences concrètes pour le peuple, aussi bien celui de la campagne que celui de la ville) en vue d'un développement régional harmonisé et intégré. Au contraire, on a élaboré un projet par en haut et de l'extérieur, sans consultation aucune des populations concernées. Dans le projet on laisse totalement de côté le destin des populations qui résident actuellement dans la zone occupée par le projet et qui sont estimées à un million de personnes."

Mais ce qui est pour nous très important, c'est que ce projet soulève des problèmes très graves pastoralement. Son implantation est cause d'une inquiétude grandissante dans la région. Des cultivateurs et des fermiers craignent que, dans l'avenir, au cas où ils n'accepteraient pas les propositions qui leur sont faites, leurs fermes ne deviennent des îlots dans tout un territoire acheté. Aussi, des propriétaires, grands et petits, sont-ils amenés dans cette région à vendre leurs terres, grâce aux prix tentants offerts par le groupe japonais, ce qui provoque l'exode des ouvriers agricoles et des travailleurs ruraux.

Ce qu'on peut prévoir avec certitude c'est une émigration massive de la population en dehors de cette zone et pour une destination inconnue. Probablement vers les métropoles, vers les périphéries (2) des villes moyennes, ce qui aura pour effet d'aggraver les problèmes urbains. Les périphéries vont accueillir des vagues de gens sans qualification professionnelle, qui ne pourront entrer en ville sur le marché du travail. Ils deviendront ainsi la proie facile des vices qui prospèrent en milieu urbain: l'alcoolisme, la prostitution, le vol, la violence.

On voit aisément que ce projet de développement de la savane est le fruit d'une conception économique pour laquelle l'homme ne compte pas. Ce qui compte réellement c'est le développement à tout prix. Un développement réalisé non pour l'homme mais malgré l'homme. C'est exactement le contraire de la perspective chrétienne selon laquelle l'économie et le développement sont au service de l'homme.

3- Que faire?

Que faire devant la concrétisation de ce projet qui met en danger la valeur de la personne humaine? Qui passe par-dessus les droits acquis des propriétaires, forcés à vendre leurs terres où ils résident depuis des dizaines d'années? Que faire devant l'exode des populations rurales qui vont gonfler les périphéries urbaines? Quelle attitude prendre devant l'augmentation du nombre des "bouffes-froides" (3) et devant le chômage? L'indifférence est-elle une attitude chrétienne?

Le document de Puebla dit que "pour que notre enseignement social soit crédible et reçu par tous, il doit répondre de façon efficace aux défis et aux problèmes graves qui surgissent de la réalité latino-américaine" (n° 476). Comment notre doctrine serait-elle "crédible" si nous manquions à notre devoir pastoral d'éveil de la conscience des opprimés? C'est ce que le pape vient de faire dans l'encyclique "Dives in misericordia" au fort contenu social et chrétien.

1) Conduits par notre devoir pastoral, nous demandons aux prêtres de la province qu'ils s'efforcent de prendre connaissance des événements

(2) Nom générique donné aux faubourgs pauvres par opposition aux centres urbains développés (NdT). (3) Sobriquet donné aux nouveaux ouvriers agricoles résidant dans les périphéries urbaines et contractés comme journaliers pour les travaux des champs (NdT).

et d'agir de sorte que les chrétiens prennent aussi clairement conscience des risques et périls qui adviendront en conséquence de la réalisation de ce projet.

2) Il est urgent de faire naître chez les propriétaires la conviction qu'ils ne doivent pas livrer leurs terres, même à des prix tentants. Nous ne sommes pas contre le développement. Mais on ne peut accepter un développement qui expulse l'homme de sa terre avec des espoirs trompeurs, pour le rejeter dans la misère des périphéries des grandes ou petites villes où il servira de main d'oeuvre bon marché. Il vaut mieux posséder une terre où on peut semer et récolter, plutôt qu'avoir une certaine somme d'argent entre les mains, mais sans possibilité de travail digne. Nous faisons nôtres les paroles de Puebla: "Nous apportons notre soutien aux aspirations des ouvriers et des paysans qui veulent être traités comme des hommes libres et responsables, appelés à participer aux décisions concernant leur vie et leur avenir" (n° 1162).

3) Nous insistons pour que soient soutenus et renforcés les organisations de classe, les syndicats, les coopératives et tous les mouvements qui s'emploient à aider et à orienter le propriétaire dans la défense de ses droits et de ses terres. Ce qui est en jeu, ce n'est pas une production plus faible ou plus grande, mais un droit humain fondamental: le droit à la terre. Que les prêtres et les agents de pastorale se souviennent toujours de la recommandation de Puebla: "La promotion humaine suppose des actions qui aident l'homme à éveiller sa conscience dans toutes ses dimensions et à se valoriser lui-même, afin d'être le protagoniste de son développement humain et chrétien" (n° 477).

4- Conclusion

Cette modeste lettre pastorale que nous adressons à nos Eglises, entend lancer un cri d'alarme devant cette situation, inviter à une réflexion critique sur l'aspect humain et social de ce dangereux projet, et appeler à l'union des forces, même apparemment minimes, pour sauver ce qui peut encore être sauvé. Nous ne sommes pas contre les projets de développement qui sont profitables au peuple et avantageux pour le Brésil. Mais nous avons le droit de nourrir des craintes vis-à-vis de ce projet, car il oublie l'homme, sa fixation à la terre, sa croissance comme personne, et il ne recherche que des résultats d'ordre économique.

Nous voulons que les prêtres, surtout les curés et les vicaires, fassent connaître le contenu exact de ce message aux frères du laïcat. Ils profiteront pour cela des diverses circonstances qui se présenteront: réunions, cercles d'étude, rencontres, fins de célébrations, etc. Et nous nous unirons tous dans la prière devant la crèche pour que l'homme, racheté par Jésus-Christ soit au Brésil reconnu dans sa dignité et respecté.

Nous vous souhaitons, ainsi qu'à vos communautés, toutes les grâces du Seigneur qui naît pour nous, une très sainte célébration de Noël et une grande paix, car nous sommes tous pleins de bonne volonté.

Uberaba, le 8 décembre 1980
en la fête de l'Immaculée

Benedito, archevêque d'Uberaba
Jorge, évêque de Patos de Minas
Estevão, évêque d'Uberlândia

(Traduction DIAL)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441